

# Le fonctionnement du CSE

Adapté  
à la taille  
et à la  
configuration  
de votre  
CSE

Si la réforme Macron s'est inspirée des règles applicables aux ex CE et CHSCT pour le fonctionnement du CSE, elle procède aussi à des modifications significatives. Même les élus expérimentés devront s'adapter. Bien faire fonctionner son CSE, c'est gagner en efficacité pour vos missions. Un stage pour faire le point à la lumière de vos éventuels accords.

## Objectifs

- **Connaître ses droits et obligations**
- **Optimiser l'utilisation de ses ressources et moyens**
- **Gagner en efficacité**

### L'organisation interne du CSE et les mandats

Élus titulaires, suppléants, RS, présidence et bureau : qui fait quoi ?  
Les commissions du CSE obligatoires, conventionnelles, supplétives ou facultatives : rôle, modalités  
Le règlement intérieur du CSE : pour quoi faire ? Qu'y prévoir ?  
La personnalité civile du CSE : qu'implique-t-elle ?  
Le mandat des membres du CSE : caractéristiques, événements pouvant l'affecter, le statut protecteur attaché au mandat.

### Les ressources et moyens du CSE

Les budgets du CSE : calcul, modalités de versement et d'utilisation.  
Les crédits d'heures : pour qui, modalités de décompte et de rémunération, quelle utilisation, possible mutualisation et dépassement.  
Les moyens matériels et humains : local, matériel, affichage, personnel du comité, experts.  
L'accès à l'information avec la BDES.  
La liberté de circulation et de communication : principe et limites.

### Les obligations/devoirs du CSE

Comptabilité du CSE : responsabilité de la tenue des comptes et recours éventuel à expert.  
Obligation de transparence sur la gestion des budgets par le CSE : rapports annuels et de fin de mandat, éventuelle procédure d'achat et de sélection des prestataires.

### Les réunions du CSE

Réunions plénières : périodicité, ordre du jour, formalisme et participants.  
Déroulement : débats, votes, avis et incidents de réunions les plus fréquents.  
La tenue des réunions préparatoires.  
Les PV : modalités de rédaction, d'adoption et de diffusion.



1 jour  
Possibilité de session  
intra toute l'année



Juriste social



1400 € nets



Quel que soit le nombre  
de participants



200 € de remise pour  
les abonnés ALINÉA